

PRÉFET DES YVELINES

Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France

Versailles, le 16 juin 2011

Unité territoriale des Yvelines
5-7 rue Pierre Lescot
78000 Versailles

INSTALLATIONS CLASSEES

Société et Installations concernées :

PSA Peugeot Citroën Site de Poissy
Environnement UTC/ENV
Boîte au lettre n° Py03/002
45 rue Jean-Pierre Timbaud
78307 POISSY Cedex

Objet : Installations classées –
Rapport au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques
PJ : Proposition de prescriptions complémentaires
Copie :

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

1-INTRODUCTION

Dans le cadre des nouvelles dispositions réglementaires relatives à la sécurité publique des ouvrages hydrauliques introduites respectivement par le décret 2007-1735 du 11 décembre 2007 et l'arrêté du 29 février 2008 modifié, la digue de protection contre les crues située le long du site de PSA à Poissy en rive gauche de la Seine doit faire l'objet d'un classement par arrêté préfectoral qui précise en outre les délais et modalités à remplir au titre de la sécurité publique.

Le présent rapport vise à proposer à l'examen du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, en application des dispositions de l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire imposant à la société PEUGEOT CITROËN POISSY SNC située à POISSY des prescriptions sur notamment :

- le classement de la digue de protection contre les crues en application des dispositions de l'article R 214-113 du code de l'environnement,
- l'exploitation et la surveillance de la digue pour la rendre conforme aux dispositions des articles R. 214-122 à R. 214-123 et R.214-145 du code de l'environnement et à l'arrêté du 29 février 2008.

2- PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

La société PEUGEOT CITROËN POISSY SNC exploite une usine d'assemblage automobile sur la commune de POISSY (production de 1212 véhicules par jour). Ce site présente une superficie de 171 ha (113 ha de surface imperméabilisée, 30 ha d'espaces verts, la partie bâtie représente 578 338 m² au sol).

Son activité a débuté en 1940.

Les véhicules qui y sont produits sont les 207, C3 et DS3.

Le site est implanté en bordure de Seine, sur la commune de POISSY et proche des communes d'ACHERES et de CARRIERES SOUS POISSY. Il jouxte la Seine.

Le site de POISSY n'est implanté sur aucun périmètre de protection de captage pour l'alimentation en eau potable.

Au 31 décembre 2010, l'effectif du site était de 6 284 personnes (9 250 à fin 2005).

Le site est certifié ISO 14 001 depuis 2000 et ISO 9001 depuis 2004.

La production annuelle de véhicules sur le site de POISSY a évolué de la manière suivante :

Production annuelle	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
206	303 800	254 163	85 668	38 776	0	0	0
207	0		182 583	222 813	187 867	166 222	128 138
1007	0	73 671	21 531	11 330	10 300	4 796	0
C3	0	0	0	0	0	1 776	41 763
DS3	0	0	0	0	0	2 230	67 565
TOTAL	303 800	329 149	289 782	272 919	198 167	175 024	237 466

Le site PSA PEUGEOT CITROËN de POISSY comprend également une usine d'emboutissage dont 80 % de la production alimente les autres usines de PSA PEUGEOT CITROËN.

La production est assurée 5 jours par semaine, en moyenne, par 3 équipes et occasionnellement quelques samedis.

3- SITUATION ADMINISTRATIVE

L'exploitation des installations est encadrée par :

- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires d'exploitation n° 09-046/DDD du 7 avril 2009 portant sur l'ensemble des activités du site et mettant notamment en conformité cet établissement à la directive européenne 96/61/CE du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, modifiée par la directive 2008/1/CE du 15 janvier 2008,
- l'arrêté préfectoral n° 09-126/DDD du 9 décembre 2009 relative à la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action de recherche et de réduction des substances dangereuses (RSDE) pour le milieu aquatique présent dans les rejets des installations classées soumises à autorisation.

Enjeux principaux

Les installations de traitement de surfaces sont de nature à occasionner des effluents contenant des métaux lourds et présentant une demande chimique en oxygène importante. Le traitement de ces effluents par une installation adaptée et correctement exploitée permet de limiter notablement les flux polluants rejetés en Seine.

Selon la déclaration annuelle de l'exploitant, les flux de métaux rejetés en 2010 étaient de 56,19 kg de nickel, 99,49 kg de zinc, 65,28 kg d'aluminium, 1 147,71 kg de fluorures, 225,3 kg de fer, 6,04 kg de cuivre et 11,86 kg de manganèse.

La prévention des émissions de composés organiques volatils (COV) constitue l'un des principaux enjeux environnementaux des installations d'application de peinture. Le procédé de peinture consiste en effet à déposer plusieurs couches de revêtement sur les caisses des véhicules puis à les faire passer en étuve. Cette étape constitue l'étape la plus importante en terme d'émissions de COV. Ces composés étant à l'origine de pollution atmosphérique, la réglementation en vigueur impose des valeurs limites d'émission. Des dispositifs de traitement équipent chacune des étuves afin de traiter les rejets avant rejet à l'atmosphère (9 incinérateurs au bâtiment de peinture de PSA PEUGEOT CITROËN POISSY).

La peinture qui ne se dépose pas sur les caisses des véhicules est récupérée au niveau des laveurs des cabines.

En 2009, l'établissement PEUGEOT CITROËN POISSY SNC a déclaré avoir émis 328 tonnes de COV (soit 1,83 kg/véhicule ou 21 g/m²). Il est à noter, qu'en 2005, le site déclarait avoir émis 1005 tonnes de COV (soit 3,04 kg/véhicule ou 38,7 g/m²).

4- PRESENTATION DE L'OUVRAGE

La digue et les dispositifs annexes de protection contre les crues de PSA sont situés sur la commune de Poissy, en rive gauche de la Seine, approximativement entre les points de repère du PPRI des Yvelines (PR) : 76,2 à 77,7. Le tronçon a pour référence Bardigues : 780007.

A l'amont et au long des parkings de stockage des véhicules neufs, la digue est en terre et a son talus côté fleuve recouvert d'arbres et de broussailles. Un chemin de service conduit au dispositif de relevage des eaux de la Ville d'Achères. Il est longé par un fossé drainant, exutoire des eaux pluviales. Le chemin de contre-halage est engazonné et est clôturé tout au long de l'usine.

Dans la partie centrale de l'usine, la limite d'emprise de l'usine est au contact du lit mineur. La protection est assurée par un rideau de palplanches et un dispositif en treillis de poteaux béton. La digue est constitué par un mur béton qui surmonte ces protections.

Côté val et jusqu'à la clôture sud, la digue est en terre et est couverte d'une végétation dense. La protection des berges est assurée par des enrochements. Le chemin de contre-halage est engazonné et est clôturé tout au long de l'usine.

5- LE RISQUE D'INONDATION

La commune de Poissy dispose d'un Plan de prévention du Risque Inondation, mis à jour en juin 2007. Selon la cartographie des zones d'aléa définie dans le PPRI, le site de PSA est classé en zone supportant des enjeux économiques régionaux ou nationaux quelque soit les aléas.

Sur le site, l'ensemble des bâtiments, hormis les bâtiments PY03 et PY06, est situé au-dessus des plus hautes eaux connues (en 1910, la Seine est montée à 24,15 m).

Le bâtiment PY03 appartient au secteur Montage et son activité est centrée sur l'habillage des véhicules. Le bâtiment PY06 est constitué de bureaux administratifs.

Le site dispose d'une consigne d'exploitation en cas de crue de la Seine. Cette consigne a un niveau de pré alerte et un niveau d'alerte. Elle comprend l'ensemble des actions mener en cas de montée des eaux. De plus, le site possède des détecteurs de niveau qui mesurent en continu le niveau de la Seine et qui permettent de donner l'alerte si un risque de crue se présente.

Des vannes de barrages, obturant les canalisations de rejets en Seine, permettent d'éviter toute remontée d'eau au niveau du site.

Les risques liés à l'inondation concernent essentiellement des pertes de production. Les risques pour l'environnement et pour la population sont limités.

Néanmoins, il est certain que la rupture ou le dysfonctionnement de la digue ou des dispositifs annexes auraient des conséquences sur la sécurité du site. C'est la raison pour laquelle l'inspection des installations classées considère la digue comme une installation protégeant des installations à risque et relevant des dispositions réglementaires relatives à la sécurité publique des ouvrages hydrauliques.

6- CLASSEMENT DE LA DIGUE

➤ Principe du décret et des arrêtés relatifs à la sécurité publique des ouvrages hydrauliques

Le décret 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatives à la sécurité publique des ouvrages hydrauliques différencie deux catégories d'ouvrages : les barrages et les digues. Au sein d'une même catégorie, il distingue plusieurs classes selon les caractéristiques géométriques de l'ouvrage.

Le classement résultant implique pour l'exploitant le respect d'obligations et de délais fixés par l'arrêté ministériel du 29 février 2008 modifié.

L'article 1^{er} du décret 2007-1737 (codifié R.214-113 dans le code de l'environnement) dispose que les classes des digues de protection contre les inondations et submersions et des digues de rivières canalisées, ci-après désignées « digues », sont définies dans le tableau ci-dessous :

Classe	Caractéristiques de l'ouvrage et population protégée
A	Ouvrage pour lequel $H \geq 1$ et $P \geq 50\,000$
B	Ouvrage non classé en A et pour lequel $H \geq 1$ et $1000 \leq P < 50\,000$
C	Ouvrage non classé en A ou en B et pour lequel $H \geq 1$ et $10 \leq P < 1\,000$
D	Ouvrage pour lequel soit $H < 1$, soit $P < 10$

« H » : la hauteur de l'ouvrage exprimée en mètres et définie comme la plus grande hauteur mesurée verticalement entre le sommet de l'ouvrage et le terrain naturel du côté de la zone protégée à l'aplomb de ce sommet.

« P » : la population maximale exprimée en nombre d'habitants résidant dans la zone protégée, en incluant notamment les populations saisonnières.

➤ Proposition de classement

La plus grande hauteur entre le sommet de la digue et le terrain côté zone protégée est inférieure à 1 mètre sauf dans certaines zone où H est supérieure ou égale à 1 mètre.

En ce qui concerne P, il n'y a pas de population « d'habitants résidant » protégée par la digue. La digue protège uniquement le site industriel.

Par conséquent, l'inspection considère que $P < 10$ et propose le classement de la digue en D en application des dispositions de l'article R.214-113 du code de l'environnement.

7- PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES LIEES A CE CLASSEMENT :

La digue doit être rendue conforme aux dispositions des articles R. 214-122 à R. 214-125 et R. 214-145 du code de l'environnement et à l'arrêté du 29 février 2008 modifié suivant les délais et modalités suivantes :

➤ Dossier :

Constitution du dossier avant le 31 décembre 2012,

Mis à jour régulièrement,

Mis à la disposition de l'inspection des installations classées,

Contenu : tous les documents relatifs à l'ouvrage, permettant d'avoir une connaissance la plus complète possible de sa configuration exacte, de sa fondation, de ses ouvrages annexes, de son environnement hydrologique, géomorphologique et géologique ainsi que de son exploitation depuis sa mise en service.

➤ Description de l'organisation :

Formalisation de l'organisation avant le 31 décembre 2012,

Mis à la disposition de l'inspection des installations classées,

Contenu :

Les modalités d'entretien et de vérifications périodiques du corps de l'ouvrage et des divers organes fixes ou mobiles
--

Le contrôle de la végétation

La lutte contre les dégâts des animaux fouisseurs

➤ Consignes écrites :

Formalisation des consignes avant le 30 juin 2012,

Mis à la disposition de l'inspection des installations classées,

Contenu : les instructions de surveillance de l'ouvrage en toutes circonstances ainsi que celles concernant son exploitation en période de crue.

Les visites techniques approfondies sont menées par une personne compétente. Le compte rendu précise, pour chaque partie de l'ouvrage et de ses abords, les constatations, les éventuels désordres observés, leurs origines possibles et les suites à donner en matière de surveillance, d'exploitation, d'entretien, d'auscultation, de diagnostic ou de confortement.

➤ Registre :

Mise en place du registre avant le 31 décembre 2012,

Mis à la disposition de l'inspection des installations classées,

Contenu :

Informations relatives aux incidents, accidents, anomalies constatés.

Informations relatives aux travaux d'entretien réalisés.
--

➤ Visites techniques approfondies :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le rapport de visite technique approfondi dans le délai d'un an à compter de la notification de l'arrêté, puis tous les cinq ans.

8- CONCLUSION ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Compte tenu de la situation particulière du site, l'inspection des installations classées considère la digue comme Intéressant la Sécurité Publique et propose à Monsieur le Préfet des Yvelines, en application des dispositions de l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire imposant à la société PSA PEUGEOT CITRÖEN SNC située à POISSY :

- le classement en D de la digue de protection contre les crues en application des dispositions de l'article R 214-113 du code de l'environnement,
- des prescriptions portant sur l'exploitation et sur la surveillance de la digue en application des dispositions des articles R. 214-122 à R. 214-123 et R.214-145 du code de l'environnement et à l'arrêté du 29 février 2008.

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement, ce projet de prescriptions complémentaires est soumis à l'examen du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, à qui il est proposé d'émettre un avis favorable.